



RENCONTRE ENTRE LA MINISTRE DE L'ÉNERGIE ET LES FÉDÉRATIONS SYNDICALES DU 18 JUIN 2020

DÉCLARATION FO REMISE EN SÉANCE

Madame la Ministre,

Vous nous avez réunis pour parler de la PPE qui vient d'être publiée.

Les positions de FO Énergie ont été exprimées à maintes reprises, mais je les résume à nouveau.

FO partage l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050 pour que notre pays contribue efficacement à la lutte contre le réchauffement climatique.

Pour autant, FO soutient l'inquiétude des gaziers sur **la place du gaz dans ce mix énergétique** et réaffirme en particulier son **soutien à la filière biogaz**.

S'agissant du mix électrique, FO rappelle son **désaccord avec l'objectif de 50 % de nucléaire** fut-il reporté à 2035. Cet objectif purement politique ne repose sur rien de neutre et nous le condamnons.

Pire, ajouté à la **fermeture programmée des centrales à charbon d'EDF et de Gazel Énergie**, que nous contestons tout autant, car elles contribuent aussi à la **sécurité d'approvisionnement de notre pays**, et aux deux tranches de Fessenheim, décision obscurantiste, sur lequel mon camarade Alain BESSERER, délégué FO et secrétaire du CSE de la centrale, interviendra, cela va se traduire par une réduction importante de moyens de production pilotables dans notre pays.

Car ce n'est pas avec **des énergies intermittentes, coûteuses, très pauvres en emplois**, dont les personnels les exploitants n'ont même pas le Statut, au mépris de la loi, qu'on assurera la sécurité d'approvisionnement de la France ni même en faisant payer par les consommateurs via les CEE la distribution de thermostats intelligents, comme vous venez de l'annoncer récemment.

Nous sommes d'ailleurs **très inquiets du prochain passage de l'hiver** compte tenu de toutes ces décisions absurdes des pouvoirs publics. Le moment venu, le gouvernement devra aussi rendre des comptes dans ce domaine.

Madame la Ministre, je veux aussi redire notre **refus de toute ouverture à la concurrence des concessions hydrauliques** et à la nécessité que cette énergie verte fasse aussi l'objet d'investissements dans le cadre du plan de relance, notre **refus du démantèlement d'EDF et du projet Hercule ainsi que de la loi Pacte** permettant la privatisation totale d'Engie et voulons souligner à nouveau l'importance du caractère intégré de nos entreprises et du maintien des emplois et des compétences dans la production, les réseaux de transport et de distribution — et s'agissant d'Engie, des infrastructures gazières —, la commercialisation, les fonctions centrales et supports, la recherche, les services...

Nous demandons également **que le Gouvernement cesse de gagner du temps sur la question du nouveau nucléaire**, ce que tous les acteurs de la filière ont demandé notamment via le CSFN. Nous rappelons que c'est M. MACRON qui a piloté la restructuration de la filière nucléaire et imposé dans ce cadre à EDF la reprise de Framatome. Cette reprise était à l'époque justifiée à ses yeux par le lancement prochain d'un programme d'EPR et par le fait que le nucléaire était une énergie d'avenir. Or, **la procrastination du gouvernement met clairement la filière en risques et son attractivité** sachant qu'elle emploie 220 000 salariés et que c'est la troisième filière industrielle de France. Alors, Madame la Ministre, ce n'est plus le moment de gagner du temps ! Le Gouvernement doit dire ce qu'il compte faire et ne pas attendre les présidentielles.

De même, nous attendons **que le Gouvernement soutienne clairement et rapidement le projet Ecocombust à Cordemais**.

Madame la Ministre, la crise sanitaire a démontré, pour tous ceux qui n'en étaient pas encore convaincus, **l'importance du rôle assuré par les travailleurs de notre secteur et d'une façon générale des travailleurs du service public**, ce que vous avez d'ailleurs salué.

Alors, pour FO, nous le disons, **les remerciements ne suffisent pas**.

La meilleure façon de rendre hommage aux personnels, c'est de **renouer avec des logiques de service public, d'abandonner cette concurrence** dont on voit les effets caricaturaux avec l'ARENH qu'il faut abroger immédiatement sans la conditionner au projet Hercule — projet que nous refusons totalement — d'arrêter les suppressions d'emplois et les restructurations permanentes, génératrices de risques psychosociaux. Bref, de **revenir aux valeurs de service public et de nationalisation qui ont fait le succès de nos entreprises**.

Cela passe aussi par **la reconnaissance de notre histoire sociale qui se traduit par l'existence d'un Statut propre à notre profession** dans lequel notre régime de retraite est un élément fondamental. C'est pourquoi nous redemandons à nouveau **l'abandon du projet mortifère du régime de retraite** par points et **mettons en garde le Gouvernement** si ce projet devait être relancé sous une forme ou sur une autre.

Madame la Ministre, voilà les revendications des personnels que nous portons aujourd'hui devant vous.